

**No. 36209**

---

**France  
and  
Viet Nam**

**Convention between the Government of the French Republic and the Government of the Socialist Republic of Viet Nam concerning cooperation for postgraduate training in law (with annex). Hanoi, 12 November 1997**

**Entry into force:** *12 November 1997 by signature, in accordance with article 9*

**Authentic texts:** *French and Vietnamese*

**Registration with the Secretariat of the United Nations:** *France, 4 November 1999*

---

**France  
et  
Viet Nam**

**Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République socialiste du Viet Nam relative à la coopération pour la formation de 3ème cycle en droit (avec annexe). Hanoi, 12 novembre 1997**

**Entrée en vigueur :** *12 novembre 1997 par signature, conformément à l'article 9*

**Textes authentiques :** *français et vietnamien*

**Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies :** *France, 4 novembre 1999*

[ FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS ]

CONVENTION ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE SOCIAL-  
ISTE DU VIETNAM RELATIVE À LA COOPÉRATION POUR LA FOR-  
MATION DE 3ÈME CYCLE EN DROIT

Le Gouvernement de la République Française et

Le Gouvernement de la République Socialiste du Vietnam (ci-après dénommés " les Parties contractantes ")

Considérant l'Accord de coopération culturelle, scientifique et technique conclu entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République socialiste du Vietnam le 27 avril 1977 et renouvelé le 27 mai 1982;

Considérant la Convention relative à la coopération juridique et judiciaire conclue entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République socialiste du Vietnam le 10 février 1993;

Considérant le Procès verbal de la 9<sup>e</sup> Commission mixte franco-vietnamienne de coopération culturelle, scientifique et technique qui s'est tenue les 8 et 9/03/1994.

Afin de promouvoir la coopération franco-vietnamienne dans le domaine de l'enseignement du droit et plus particulièrement dans celui de la formation juridique de 3ème cycle, contribuant ainsi à la formation pour le Vietnam de juristes de niveau international et capables de satisfaire, dans l'avenir, les besoins de formation en droit au Vietnam

Sont convenus de ce qui suit :

*Article 1*

Les Parties contractantes sont convenues de coopérer pour organiser au sein de l'Université de droit de Hanoi des enseignements juridiques de 3ème cycle pour le Vietnam, réservés notamment aux futurs formateurs francophones en droit.

Les cours sont organisés par cycles de 2 ans, un nouveau cycle débute à la fin du précédent; chaque cycle se divise en quatre semestres. Chaque promotion se compose d'au maximum 30 étudiants.

*Article 2*

Les cours mentionnés à l'article 1 de la présente Convention sont organisés selon les dispositions suivantes :

1. Ils font partie d'un programme vietnamien de formation juridique de 3ème cycle comprenant le droit vietnamien, le droit français et le droit comparé notamment dans les branches du droit civil, du droit des affaires, du droit des investissements, du droit administratif, du droit international public et du droit international privé.

La liste des matières enseignées, le contenu de chaque matière, la méthodologie de l'enseignement, sont convenus d'un commun accord entre les Autorités compétentes des deux parties pour chaque promotion. Ces autorités sont, du côté vietnamien, l'Université de droit de Hanoi après agrément du Ministère de l'Education nationale et de la formation, du côté français, l'Université de Paris II.

2. Les cours magistraux, les travaux dirigés, la direction des mémoires de fin d'études et l'organisation des examens et des contrôles pédagogiques sont assurés par des maîtres de conférence et des professeurs vietnamiens et français.

3. Les stagiaires de chaque promotion doivent être titulaires d'une licence vietnamienne en droit ou d'une licence étrangère en droit reconnue par le Vietnam, avoir moins de 35 ans, posséder des connaissances de la langue française d'un niveau satisfaisant les demandes de l'enseignement et être sélectionnés par un concours national de recrutement.

Il est constitué pour chaque promotion un jury de concours franco-vietnamien mixte et paritaire. Les modalités de recrutement des candidats, les épreuves du concours et les modalités d'admission des candidats sont effectués conformément aux dispositions de l'Annexe jointe et qui fait partie intégrante de la présente Convention.

4. L'enseignement est dispensé en français par les professeurs et les maîtres de conférence français à raison d'un maximum de 150 heures par année universitaire, réparties en 5 missions, avec traduction, pour la première année. A partir de la deuxième année, les cours sont donnés directement en français, sans traduction.

Cette disposition est également applicable aux examens et aux contrôles pédagogiques par les professeurs et les maîtres de conférence français.

5. Un diplôme de 3ème cycle en droit (CAO HOC au Vietnam) sera délivré sous le double sceau du Ministère vietnamien de l'Education nationale et de la formation et de l'Université de Paris II aux stagiaires vietnamiens ayant passé avec succès les examens de fin d'études.

6. Les meilleurs diplômés recevront, pour préparer leur doctorat en droit, une bourse d'études accordée par le Gouvernement de la République française pour une année de recherche en France.

### *Article 3*

Chaque année, la Partie française accueille un professeur ou un maître de conférence en droit ou un fonctionnaire chargé de la gestion de la formation en droit du Vietnam pour un séjour scientifique de 3 à 6 mois dans les facultés de droit des Universités françaises.

### *Article 4*

Les financements afférents à l'organisation et à la mise en oeuvre des cours mentionnés à l'Article 1 de la présente Convention sont répartis comme suit :

La Partie française prend en charge les frais suivants dans la limite de ses disponibilités budgétaires :

1. Les frais d'organisation du concours national de recrutement;

2. Les bourses d'études des stagiaires vietnamiens pendant deux ans au Vietnam, sur la base de 400 FF par mois, pendant 10 mois par année;
3. La fourniture du matériel didactique, ouvrages, documents, cours photocopiés;
4. Les frais d'interprétariat et de traduction des documents;
5. La rémunération, les frais de voyage aller-retour au Vietnam, d'hébergement, de séjour au Vietnam et de déplacement hors de Hanoi des enseignants français;
6. Les frais de voyage aller-retour, et les bourses d'études d'un an en France pour les stagiaires vietnamiens sélectionnés en application de l'Article 2, alinéa 6 de la présente Convention;
7. Une contribution aux frais administratifs afférents à l'organisation des cours, sur la base d'un commun accord entre les autorités compétentes des deux parties conformément à l'article 2, alinéa 1;
8. Les frais de voyage aller-retour, de séjour, d'hébergement et de déplacement en France pour le maître de conférence ou le fonctionnaire envoyé en France en application de l'article 3 de la présente Convention.

La Partie vietnamienne prend en charge les frais suivants dans la limite de ses disponibilités budgétaires :

1. Les frais concernant les locaux, y compris, au besoin, les frais de réparation et d'entretien;
2. Les rémunérations permanentes des fonctionnaires vietnamiens affectés aux services administratifs et à l'organisation des cours;
3. Les indemnités aux enseignants vietnamiens;
4. Une contribution aux frais administratifs afférents à l'organisation des cours sur la base d'un commun accord entre les autorités compétentes des deux parties conformément à l'article 2, alinéa 1.

#### *Article 5*

Conformément à la législation vietnamienne, la Partie vietnamienne accorde toutes conditions favorables aux enseignants français participant à l'enseignement prévu dans la présente Convention quant à leur entrée, leur sortie, ainsi qu'à leur déplacement pendant leur séjour au Vietnam.

#### *Article 6*

Les Parties contractantes s'entendent pour confier la mise en oeuvre de la présente Convention, du côté vietnamien, à l'Université de droit de Hanoi relevant du Ministère de la Justice et, du côté français, à l'Université de Paris II représentant le réseau des Universités françaises intéressées par ce projet.

*Article 7*

Tout différend éventuel concernant l'interprétation et l'exécution de la présente Convention doit être résolu par voie de négociation entre les Parties contractantes.

*Article 8*

La présente Convention peut être amendée d'un commun accord entre les Parties contractantes. Les propositions d'amendement doivent être écrites et notifiées à l'autre Partie contractante par voie diplomatique.

*Article 9*

La présente Convention entre en vigueur à sa signature et elle est conclue pour une période de 2 ans. Sa validité sera prorogée par tacite reconduction de 2 ans en 2 ans, sauf si l'une des Parties contractantes notifie à l'autre, par écrit, avec un délai de 6 mois avant l'expiration de la période de validité en cours, sa décision de dénoncer la Convention.

La dénonciation de la présente Convention n'interrompt pas les travaux en cours conformément aux dispositions de la Convention, sauf entente contraire entre les Parties contractantes.

Fait à Hanoi, le 12 novembre 1997 en 2 exemplaires, chacun en langue française et vietnamienne, les deux versions faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République française :

HUBERT VEDRINE  
Ministre des Affaires étrangères

Pour le Gouvernement de la République socialiste du Vietnam :

NGUYEN DINH LOC  
Ministre de la Justice

## ANNEXE. MODE DE RECRUTEMENT DES CANDIDATS

L'Université de droit de Hanoi est chargée de l'annonce des cours dans tout le pays et de l'organisation du concours conformément au Règlement de recrutement des candidats édicté par le Ministère vietnamien de l'Education nationale et de la formation.

Le concours de recrutement des candidats est placé sous la responsabilité du Recteur de l'Université de droit de Hanoi qui préside un jury paritaire composé de professeurs vietnamiens et français. Le nombre de membres du jury est déterminé d'un commun accord par l'Université de droit de Hanoi et l'Université Paris II

Les professeurs de l'Université de droit de Hanoi et de l'Université Paris II s'entendent sur les contenus à réviser, proposent plusieurs sujets et les envoient avec un maximum de sécurité au Recteur de l'Université de droit de Hanoi qui choisit discrétionnairement.

La sélection se fait en deux étapes : la présélection et la sélection définitive.

Les épreuves d'admissibilité comprennent trois matières et se déroulent de la manière suivante :

1. Une épreuve écrite, de culture générale, d'une durée de 3 heures, rédigée en vietnamien et notée sur 20.

2. Une épreuve écrite, d'une durée de 3 heures, de droit civil et de droit économique vietnamien, y compris les connaissances en droit international privé, rédigée en vietnamien, notée sur 20.

3. Une épreuve écrite, de langue française, d'une durée de 1h30, notée sur 10.

La présélection se déroule en deux jours consécutifs et simultanément à l'Université de droit de Hanoi et à l'Université de droit relevant de l'Université nationale de Ho Chi Minh-Ville.

Les copies sont regroupées à l'Université de droit de Hanoi où les professeurs vietnamiens et français assurent la notation dans les conditions compatibles avec le Règlement de recrutement des candidats édicté par le Ministère vietnamien de l'Education nationale et de la Formation.

Les candidats retenus à l'issue des épreuves d'admissibilité (ayant obtenu la note moyenne 25/50) ont le droit de se présenter à l'épreuve d'admission. La sélection définitive s'effectue par une épreuve orale à l'Université de droit de Hanoi. L'épreuve orale d'admission consiste en un entretien avec le jury de 30 à 45 minutes sur la culture juridique et sur les aptitudes du candidat au futur métier d'enseignant. Le jury note par vote à bulletin secret.

30 candidats au maximum ayant obtenu les meilleurs résultats à l'épreuve d'admission sont retenus par promotion.

[ VIETNAMESE TEXT — TEXTE VIETNAMIEN ]

## **HIỆP ĐỊNH**

**GIỮA  
CHÍNH PHỦ NƯỚC CỘNG HOÀ PHÁP VÀ  
CHÍNH PHỦ NƯỚC CỘNG HOÀ XÃ HỘI CHỦ NGHĨA VIỆT NAM  
VỀ HỢP TÁC ĐÀO TẠO CAO HỌC LUẬT**

Chính phủ nước Cộng hoà Pháp và  
Chính phủ nước Cộng hoà Xã hội Chủ nghĩa Việt Nam  
(sau đây gọi là “các Bên ký kết”),

Căn cứ Hiệp định hợp tác văn hoá, khoa học và kỹ thuật giữa Chính phủ nước Cộng hoà Pháp và Chính phủ nước Cộng hoà Xã hội Chủ nghĩa Việt Nam ký ngày 27.4.1977 và gia hạn ngày 27.5.1982;

Căn cứ Hiệp định hợp tác pháp luật và tư pháp giữa Chính phủ nước Cộng hoà Pháp và Chính phủ nước Cộng hoà Xã hội Chủ nghĩa Việt Nam ký ngày 10.2.1993;

Căn cứ Biên bản phiên họp lần thứ 9 Ủy ban Hỗn hợp Pháp-Việt về Hợp tác văn hoá, khoa học và kỹ thuật các ngày 8-9.3.1994;

Nhằm đẩy mạnh sự hợp tác Pháp-Việt trong lĩnh vực đào tạo luật nói chung và đặc biệt là trong lĩnh vực đào tạo cao học luật, góp phần đào tạo cho Việt Nam các luật gia có trình độ quốc tế, có khả năng đáp ứng nhu cầu đào tạo luật ở Việt Nam trong tương lai;

Đã thoả thuận các điều dưới đây:

### **Điều 1:**

Các Bên ký kết thoả thuận hợp tác tổ chức tại Trường Đại học Luật Hà Nội các khoá đào tạo cao học luật cho Việt Nam, chủ yếu dành cho đối tượng sẽ là giảng viên luật biết sử dụng tiếng Pháp.

Chương trình học được tổ chức thành các khoá, mỗi khoá 2 năm, chia thành 4 học kỳ; kết thúc khoá này thì bắt đầu khoá mới. Mỗi khoá đào tạo tối đa 30 học viên.

**Điều 2:**

Các khoá đào tạo quy định tại Điều 1 Hiệp định này được tổ chức theo các quy định sau đây:

1. Chương trình này nằm trong chương trình đào tạo cao học luật của Việt Nam, bao gồm pháp luật Việt Nam, pháp luật Pháp và pháp luật so sánh, đặc biệt là trong các ngành luật dân sự, luật kinh doanh, luật đầu tư, luật hành chính, công pháp quốc tế và tư pháp quốc tế. Danh mục cụ thể các môn học, nội dung của từng môn học và phương pháp giảng dạy sẽ do Cơ quan có thẩm quyền của hai Bên thoả thuận cho mỗi khoá đào tạo. Cơ quan có thẩm quyền, về phía Việt Nam là Trường Đại học Luật Hà Nội, sau khi có sự chấp thuận về Chương trình đào tạo của Bộ Giáo dục và Đào tạo; về phía Pháp là Trường Đại học Paris II.

2. Việc giảng dạy, hướng dẫn thực hành, hướng dẫn luận văn tốt nghiệp và tổ chức thi, kiểm tra chuyên môn do các giảng viên chính, giáo sư luật của Việt Nam và của Pháp đảm nhiệm.

3. Học viên của mỗi khoá học phải là người có bằng cử nhân luật của Việt Nam hoặc bằng cử nhân luật của nước ngoài được Nhà nước Việt Nam công nhận, dưới 35 tuổi, có trình độ tiếng Pháp phù hợp với yêu cầu của khoá học và được tuyển chọn qua một kỳ thi tuyển.

Một Hội đồng tuyển sinh Pháp-Việt có số lượng thành viên của mỗi bên ngang nhau được thành lập cho mỗi khoá đào tạo. Thể thức tuyển sinh, các môn thi tuyển và thể thức thi tuyển chính thức được thực hiện theo quy định tại Phụ lục được đính kèm theo Hiệp định này và là bộ phận cấu thành của Hiệp định này.

4. Việc giảng dạy của các giảng viên chính, giáo sư Pháp được thực hiện bằng tiếng Pháp, tối đa 150 tiết mỗi năm học, chia làm 5 đợt, năm thứ nhất thông qua phiên dịch. Từ năm thứ hai, việc giảng dạy của các giảng viên chính, giáo sư Pháp được thực hiện trực tiếp bằng tiếng Pháp, không thông qua phiên dịch.

Quy định trên đây cũng được áp dụng đối với việc thi, kiểm tra các môn luật do các giảng viên chính, giáo sư Pháp giảng dạy.

5. Học viên đạt kết quả tại kỳ thi tốt nghiệp được cấp bằng cao học luật (đề tam cấp theo hệ văn bằng Pháp) do Bộ Giáo dục và Đào tạo



Việt Nam và Trường Đại học Paris II Pháp cùng ký tên và đóng dấu.

6. Những học viên tốt nghiệp xuất sắc nhất sẽ được nhận học bổng của Chính phủ Cộng hoà Pháp nghiên cứu một năm tại Pháp để làm luận văn tiến sĩ luật.

**Điều 3:**

Mỗi năm phía Pháp tiếp nhận 1 giáo sư luật hoặc 1 giảng viên chính hoặc cán bộ quản lý đào tạo luật của Việt Nam sang Pháp thực tập khoa học từ 3 đến 6 tháng tại các khoa luật của các Trường Đại học Tổng hợp của Pháp.

**Điều 4:**

Chi phí cho việc tổ chức và thực hiện các khoá đào tạo nêu tại Điều 1 Hiệp định này được phân bổ như sau:

P phía Pháp, chịu các khoản chi phí sau đây, trong phạm vi khả năng ngân sách của mình:

1. Chi phí tổ chức thi tuyển sinh quốc gia;
2. Học bổng cho học viên Việt Nam trong hai năm học tại Việt Nam là 400 FF/tháng/một học viên, mỗi năm học được tính là 10 tháng;
3. Cung cấp các phương tiện giảng dạy, sách, tài liệu, giáo trình, tài liệu sao chụp;
4. Chi phí cho phiên dịch và biên dịch tài liệu;
5. Lương, chi phí đi về, ăn ở tại Việt Nam và đi lại ngoài Hà Nội cho các giảng viên chính và giáo sư Pháp;
6. Chi phí đi về và học bổng 1 năm tại Pháp cho học viên Việt Nam được tuyển chọn theo quy định tại Điều 2, khoản 6 của Hiệp định này.
7. Một phần chi phí hành chính cho công tác tổ chức và quản lý các khoá đào tạo theo sự thoả thuận giữa Cơ quan có thẩm quyền của hai Bên theo quy định tại Điều 2, khoản 1 của Hiệp định này;

8. Chi phí đi về, ăn ở và đi lại tại Pháp cho giảng viên chính hoặc cán bộ quản lý đào tạo luật của Việt Nam được cử sang Pháp thực tập khoa học theo quy định tại Điều 3 của Hiệp định này.

Phía Việt Nam, chịu các khoản chi phí sau đây, trong phạm vi khả năng ngân sách của mình:

1. Chi phí về trường sở, lớp học, kể cả việc tu sửa, bảo dưỡng khi cần thiết;
2. Trả lương cho cán bộ Việt Nam phụ trách tổ chức và quản lý hành chính các lớp đào tạo;
3. Chi phí bồi dưỡng giảng dạy cho các giảng viên và giáo sư Việt Nam;
4. Một phần chi phí cho công tác tổ chức và quản lý hành chính các lớp đào tạo theo sự thoả thuận giữa các Cơ quan có thẩm quyền của hai Bên theo quy định tại Điều 2, khoản 1 của Hiệp định này.

**Điều 5:**

Phù hợp với các quy định của pháp luật Việt Nam, phía Việt Nam tạo điều kiện thuận lợi cho các giảng viên và giáo sư Pháp tham gia giảng dạy theo quy định tại Hiệp định này trong việc nhập, xuất cảnh Việt Nam, cũng như trong việc đi lại tại Việt Nam trong thời gian lưu trú tại Việt Nam.

**Điều 6:**

Các Bên ký kết thoả thuận về phía Việt Nam giao cho Trường Đại học Luật Hà Nội trực thuộc Bộ Tư pháp, về phía Pháp giao cho Trường Đại học Tổng hợp Paris II đại diện khối các Trường Đại học Pháp liên quan đến Dự án đào tạo cao học luật này thực hiện Hiệp định này.

**Điều 7:**

Mọi tranh chấp có thể phát sinh liên quan đến việc giải thích và thi hành Hiệp định này sẽ được giải quyết thông qua bàn bạc và thương lượng giữa các Bên ký kết.

**Điều 8:**

Hiệp định này có thể được bổ sung, sửa đổi theo sự thoả thuận của các Bên ký kết. Để nghị bổ sung, sửa đổi phải được làm thành văn bản và gửi cho Bên ký kết kia thông qua đường ngoại giao.

**Điều 9:**

Hiệp định này có hiệu lực từ ngày ký và có giá trị trong thời hạn 2 năm. Hiệp định này được mặc nhiên gia hạn mỗi lần là 2 năm, trừ trường hợp trước khi Hiệp định hết hạn 6 tháng, một Bên ký kết thông báo chính thức bằng văn bản cho Bên kia biết quyết định huỷ bỏ Hiệp định này của mình.

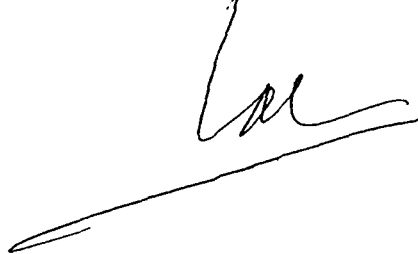
Việc huỷ bỏ Hiệp định này không ảnh hưởng đến các công việc đang được tiến hành theo các quy định của Hiệp định này, trừ trường hợp các Bên ký kết có thoả thuận khác.

Làm tại Hà Nội, ngày 12 tháng 11 năm 1997, thành 2 bản gốc, mỗi bản bằng tiếng Việt và tiếng Pháp. Hai văn bản đều có giá trị ngang nhau.

**THỦA ỦY QUYỀN CHÍNH PHỦ  
NƯỚC CỘNG HOÀ PHÁP**



**THỦA ỦY QUYỀN CHÍNH PHỦ  
NƯỚC CHXHCN VIỆT NAM**



**PHỤ LỤC**

**THỂ THỨC TUYỂN SINH**

Trường Đại học Luật Hà Nội có trách nhiệm thông báo về các khóa đào tạo trên phạm vi toàn quốc và tổ chức thi tuyển sinh theo đúng Quy chế tuyển sinh do Bộ Giáo dục và Đào tạo Việt Nam ban hành:

Hiệu trưởng Trường Đại học Luật Hà Nội chịu trách nhiệm tổ chức thi tuyển sinh và là Chủ tịch của Hội đồng tuyển sinh, bao gồm thành phần ngang nhau là các giảng viên, giáo sư luật của Việt Nam và Pháp; số lượng thành viên của Hội đồng tuyển sinh do Trường Đại học Luật Hà Nội và Trường Đại học Tổng hợp Paris II quyết định.

Các giảng viên, giáo sư của Trường Đại học Luật Hà Nội và Trường Đại học Tổng hợp Paris II thống nhất nội dung ôn tập, soạn đề thi và gửi theo cách an toàn tối đa cho Hiệu trưởng Trường Đại học Luật Hà Nội để lựa chọn đề thi.

Việc thi tuyển được tiến hành qua hai bước: sơ tuyển và thi tuyển chính thức.

Việc sơ tuyển bao gồm ba môn và được tiến hành như sau:

1. Môn thi viết 3 giờ về kiến thức tổng hợp, bằng tiếng Việt, chấm điểm 20.
2. Môn thi viết 3 giờ về luật dân sự hoặc luật kinh tế Việt Nam, bao gồm cả kiến thức về Tư pháp quốc tế, bằng tiếng Việt, chấm điểm 20.
3. Môn thi viết 1 giờ 30 phút về tiếng Pháp, chấm điểm 10.

Việc thi sơ tuyển được thực hiện trong 2 ngày liên tục, đồng thời tại Trường Đại học Luật Hà Nội và tại Trường Đại học Luật thuộc Trường Đại học quốc gia Hồ Chí Minh.

Các bài thi được thu tập trung về Trường Đại học Luật Hà Nội, nơi các giảng viên, giáo sư Việt Nam và Pháp sẽ cùng chấm, theo đúng các quy định về thi tuyển sinh do Bộ Giáo dục và Đào tạo Việt Nam ban hành.

Thí sinh trúng tuyển bước sơ tuyển (đạt 25/50 điểm) có quyền tham gia bước thi tuyển chính thức. Việc thi tuyển chính thức được tiến hành bằng hình thức vấn đáp tại Trường Đại học Luật Hà Nội. Hội đồng tuyển sinh phỏng vấn từng thí sinh một, trong vòng 30 đến 45 phút, về các vấn đề chuyên môn luật và các vấn đề liên quan đến khả năng của thí sinh trở thành giảng viên luật sau này. Hội đồng chấm thi bằng cách bỏ phiếu kín.

Tối đa là 30 thí sinh đạt điểm cao nhất tại bước thi tuyển chính thức sẽ được nhận vào mỗi khóa học.

[TRANSLATION — TRADUCTION]

CONVENTION BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE SOCIALIST REPUBLIC OF VIET NAM CONCERNING COOPERATION FOR POSTGRADUATE TRAINING IN LAW

The Government of the French Republic and

The Government of the Socialist Republic of Viet Nam (hereinafter referred to as "the Contracting Parties"),

Considering the Agreement on cultural, scientific and technical cooperation concluded between the Government of the French Republic and the Government of the Socialist Republic of Viet Nam on 27 April 1977 and renewed on 21 May 1982,

Considering the Convention concerning juridical and judicial cooperation concluded between the Government of the French Republic and the Government of the Socialist Republic of Viet Nam on 10 February 1993,

Considering the minutes of the ninth meeting of the Franco-Vietnamese Joint Commission for Cultural, Scientific, and Technical Cooperation held on 8 and 9 March 1994,

In order to promote cooperation between France and Viet Nam in the teaching of law and, more particularly in postgraduate juridical training, thereby contributing to the training of jurists of international standing for Viet Nam who can meet future needs for law training in Viet Nam,

Have agreed as follows:

*Article 1*

The Contracting Parties have agreed to cooperate in organizing postgraduate juridical training for Viet Nam at the Hanoi Law School, reserved primarily for future French-speaking law teachers.

Courses shall be organized in two-year cycles, with a new cycle beginning when the previous one ends. Each cycle shall be divided into four semesters and each intake shall have a maximum of 30 students.

*Article 2*

The courses referred to in article 1 of this Convention shall be organized as follows:

1. They shall form part of a Vietnamese programme of postgraduate juridical training covering Vietnamese law, French law and comparative law, inter alia in the branches of civil law, business law, investment law, administrative law, public international law and private international law.

The list of subjects taught, the content of each subject and the method of teaching shall be agreed upon for each intake by the competent authorities of the two Parties. Those au-

thorities shall be, for Viet Nam, the Hanoi Law School, following approval by the Ministry of National Education and Training, and, for France, the University of Paris II.

2. Lectures, tutorials, supervision of final dissertations, organization of examinations and teaching assessments shall be provided by Vietnamese and French lecturers and senior lecturers.

3. Students in each intake shall hold a Vietnamese law degree or a foreign law degree recognized by Viet Nam, be under 35 years of age, have a knowledge of French sufficient to meet the demands of teaching and be selected through a national competitive recruitment examination.

There shall be an examining board comprising an equal number of French and Vietnamese examinees for each intake. The procedures for the recruitment of candidates, the competitive examinations and the admission of candidates shall be governed by the provisions of the attached annex, which forms an integral part of this Convention.

4. Teaching shall be given in French by French lecturers and senior lecturers for a maximum of 150 hours per academic year, divided into five modules, with translation for the first year. In the second year, classes shall be given directly in French, without translation.

This provision shall also apply to examinations and to teaching assessments by French lecturers and senior lecturers.

5. A postgraduate diploma in law (CAO HOC in Viet Nam) shall be awarded, under the joint seal of the Vietnamese Ministry of National Education and Training and the University of Paris II, to Vietnamese students who have passed the final examinations.

6. The best students shall receive a scholarship awarded by the Government of the French Republic for one year of research in France, in order to prepare their Doctorate of Law.

### *Article 3*

Each year, France shall host from Viet Nam a lecturer or senior lecturer in law or an official responsible for the management of law training for a scientific stay of 3 to 6 months in the law faculties of French universities.

### *Article 4*

The organization and implementation of the courses referred to in article 1 of this Convention shall be funded as follows:

France shall cover the following costs within the limits of its budget:

1. The costs of organizing the national competitive recruitment competition;
2. Grants for the Vietnamese students to study for two years in Viet Nam, at a rate of 400 FF per month for 10 months a year;
3. The provision of teaching materials, books, documents and duplicated lecture notes;
4. The costs of interpretation and document translation;

5. The salaries of the French teachers and the cost of their round-trip travel to Viet Nam, accommodation, living expenses in Viet Nam and travel costs outside Hanoi;

6. The costs of round-trip travel and one-year scholarships for the Vietnamese students selected in accordance with article 2, paragraph 6, of this Convention;

7. A contribution to the administrative costs related to the organization of courses, on the basis of an agreement between the competent authorities of the two Parties pursuant to article 2, paragraph 1;

8. The costs of round-trip travel, living expenses, accommodation and travel in France for the lecturer or official sent to France pursuant to article 3 of this Convention.

Viet Nam shall cover the following costs within the limits of its budget:

1. Costs related to premises, including repair and maintenance costs where necessary;  
2. Salary payments for Vietnamese officials assigned to administrative services and organization of courses;

3. Allowances for Vietnamese teachers;

4. A contribution to the administrative costs related to the organization of courses, on the basis of an agreement between the competent authorities of the two Parties pursuant to article 2, paragraph 1.

#### *Article 5*

In accordance with Vietnamese legislation, Viet Nam shall grant all necessary facilities to the French teachers involved in the training provided for in this Convention with respect to their entry and departure and their travel during their stay in Viet Nam.

#### *Article 6*

The Contracting Parties agree to entrust the implementation of this Convention to the Hanoi Law School, which comes under the Vietnamese Ministry of Justice, and to the University of Paris II which represents the network of French universities involved in the project.

#### *Article 7*

Any dispute concerning the interpretation and implementation of this Convention shall be settled by negotiation between the Contracting Parties.

#### *Article 8*

This Convention may be amended by agreement between the Contracting Parties. The proposed amendments shall be made in writing and communicated to the other Contracting Party through the diplomatic channel.



*Article 9*

This Convention shall enter into force upon its signature and is concluded for a period of two years. It shall be renewed automatically for further periods of two years unless one of the Contracting Parties notifies the other in writing, at least six months before the expiry of the current period of validity of its decision to terminate the Convention.

Termination of this Convention shall not affect work in progress pursuant to the provisions of the Convention, unless otherwise agreed by the Contracting Parties.

Done at Hanoi, on 12 November 1997, in two copies, each in the French and Vietnamese languages, both texts being equally authentic.

For the Government of the French Republic:

HUBERT VEDRINE  
Minister for Foreign Affairs

For the Government of the Socialist Republic of Viet Nam:

NGUYEN DINH LOC  
Minister of Justice

## ANNEX. PROCEDURE FOR THE RECRUITMENT OF CANDIDATES

The Hanoi Law School shall be responsible for advertising the courses throughout the country and for organizing the competitive examination in accordance with the rules for the recruitment of candidates issued by the Vietnamese Ministry of National Education and Training.

The competitive examination for the recruitment of candidates shall be the responsibility of the Vice-Chancellor of the Hanoi Law School, who shall preside over a board of examiners comprising an equal number of Vietnamese and French lecturers. The number of board members shall be determined by agreement between the Hanoi Law School and the University of Paris II.

The lecturers of the Hanoi Law School and the University of Paris II shall agree on the content to be examined, suggest several subjects and send them, with the highest level of security, to the Vice-Chancellor of the Hanoi Law School who shall make a choice at his or her own discretion.

The selection process shall consist of two stages: the preliminary selection and the final selection.

The qualifying examinations shall consist of three subjects and shall take the following form:

1. A three-hour written examination on general knowledge, in Vietnamese and marked out of 20;
2. A three-hour written examination on Vietnamese civil and economic law, including knowledge of private international law, in Vietnamese and marked out of 20;
3. A one-and-a-half-hour written examination in French, marked out of 10. The preliminary selection shall take place over two consecutive days, simultaneously at the Hanoi Law School and at the School of Law of the National University of Ho Chi Minh City.

The papers shall be assembled at the Hanoi Law School, where the Vietnamese and French lecturers shall mark them under conditions consistent with the rules for the recruitment of candidates issued by the Vietnamese Ministry of National Education and Training.

Candidates selected after the qualifying examinations (having obtained a mark of 25/50 or more) shall be entitled to sit the entrance examination. The final selection shall be made on the basis of an oral examination at the Hanoi Law School. The oral entrance examination shall consist of a 30 to 45 minute interview with the board of examiners on juridical culture and the candidate's aptitude for a future career as a teacher. The board shall award its marks by means of a secret ballot.

A maximum of 30 candidates having obtained the highest marks in the entrance examination shall be accepted for each intake.